

PARTIE 1 : CONDITIONS GÉNÉRALES DES OFFRES

1. GÉNÉRALITÉS

L'offre doit être conforme aux conditions et instructions suivantes. Toute non-conformité pourra entraîner le rejet de l'Offre.

Par Soumissionnaire, on entend une ou plusieurs personnes, un partenariat, une société ou une entreprise qui ont été présélectionnés et ont présenté un dossier administratif complet et un devis quantitatif chiffré conforme à l'Offre.

Tous les destinataires du dossier d'appel d'offres doivent, qu'ils présentent une offre ou non, traiter les détails de ces documents dans la plus stricte confidentialité.

2. CONTENU DES OFFRES

L'offre doit être faite sur la base des formulaires fournis dans le dossier d'appel d'offres, dûment remplis à l'encre ou imprimés. Les devis quantitatifs doivent être chiffrés, avec les différents totaux. Ils doivent être vérifiés arithmétiquement et le total général doit être conforme au montant indiqué dans l'Offre. Le dossier d'appel d'offres et les documents contractuels doivent rester intacts.

Les documents constituant le dossier d'appel d'offres et les documents d'accompagnement doivent être signés par le Soumissionnaire ou son représentant légal et retournés à l'adresse indiquée dans l'appel d'offres.

La non-production d'un document peut entraîner le rejet de l'Offre.

Des prix doivent être indiqués pour tous les éléments des devis quantitatifs

3. EXAMEN DU SITE (obligatoire)

Les Soumissionnaires doivent visiter le lieu d'exécution des travaux et se procurer eux-mêmes tous les renseignements nécessaires pour préparer leur Offre. Les Soumissionnaires doivent se familiariser avec les obligations du contrat, par ex. les caractéristiques du site et de ses environs, les conditions hydrologiques et climatiques.

Les Soumissionnaires devront notamment se familiariser avec les conditions

- (a) des routes d'accès existantes ou d'autres moyens de communication et d'accès au lieu d'exécution des travaux, y compris avec les règlements de police concernés,
- (b) du terrain disponible pour le stockage, les ateliers, les toilettes et le ou les bureaux du chantier,
- (c) des raccordements disponibles aux réseaux d'approvisionnement en électricité et en eau pour réaliser la construction,

- (d) du sol et du sous-sol à déblayer et de la terre à stocker ou à évacuer du site.

La disponibilité d'une main-d'œuvre locale, de locaux d'hébergement sur le site (en cas de besoin), de matériaux locaux et d'autres ressources locales doit également être prise en compte.

La visite du lieu est obligatoire. Elle est prévue comme suite :

Dates : **le 19/02/2020, 21/02/2020, 25/02/2020 et le 27/02/2020**

Adresse : **Hôpital général de référence d'Uvira**

Numéro de contact pour Rendez-vous : **00243 973401183**

4. MODIFICATIONS / OFFRES SUPPLÉMENTAIRES

L'Offre ne doit contenir que les prix et les informations exigés dans les documents du dossier d'appel d'offres et elle doit être signée par une personne dûment autorisée. Tout ajout, toute suppression ou toute altération effectuée sur lesdits documents peut entraîner le rejet de l'Offre.

Des offres/ propositions supplémentaires de modifications qui, d'un point de vue technique, s'écartent des spécifications de l'ingénieur ou entraînent une demande d'autres conditions de paiement, délais d'exécution ou réserves de prix, ne seront admises que dans le cadre de la soumission de l'Offre de base.

Les propositions de modifications et offres supplémentaires doivent être faites dans une annexe séparée et doivent être clairement identifiées comme telles.

Les modifications proposées par le Soumissionnaire relativement aux prix indiqués ou aux déclarations faites doivent être explicites. Les échantillons et les motifs soumis avec l'Offre doivent être clairement identifiés comme s'appliquant à elle.

5. PRIX

Tous les prix (prix unitaires, prix forfaitaires, tarifs de répartition, salaires horaires, primes) doivent être indiqués **hors** taxe (taxe sur le chiffre d'affaires, taxe à la valeur ajoutée, ou taxe de ce genre).

L'offre d'un rabais fondée sur le respect de certains délais de paiement et décrite par le Soumissionnaire ne sera prise en compte, dans l'évaluation, que si le Soumissionnaire déclare qu'un tel rabais sera applicable à tous les paiements à titre d'acomptes et le paiement final, à condition que les délais fixés pour les paiements laissent suffisamment de temps pour leur traitement.

Le Maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable de la conversion en monnaie locale, par la banque locale du pays bénéficiaire, des paiements faits à l'Entrepreneur avant de créditer ces derniers au compte de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur ne peut demander le remboursement des taxes ou redevances déduites par la banque en raison du change et/ou des virements.

6. AMBIGUITÉS

Si, de l'avis du Soumissionnaire, les documents du dossier d'appel d'offres contiennent des ambiguïtés susceptibles d'influencer le calcul des prix, le Soumissionnaire doit le porter à l'attention du Maître de l'ouvrage, ici la GIZ par lettre, ou e-mail, à l'adresse des offres de la GIZ: offre-giz-rdc@giz.de avant de soumettre son Offre. Les éclaircissements nécessaires seront faits par circulaire(s).

➤ **Date limite de demande de dossier : 28/02/2020**

7. CIRCULAIRE

Si le bureau GIZ envoie des circulaires aux Soumissionnaires pendant la période d'adjudication pour commenter, clarifier ou modifier les documents contractuels, ces circulaires deviennent partie intégrante des documents contractuels et on considérera que les Soumissionnaires en ont tenu compte pour préparer leur Offre.

Le Soumissionnaire devra immédiatement confirmer au Maître de l'ouvrage la réception d'une circulaire.

8. ACCORDS INTERDITS

Les accords faussant le jeu de la concurrence ne sont pas autorisés, notamment les arrangements et négociations avec d'autres soumissionnaires concernant :

- la soumission ou la non-soumission d'une offre,
- les prix demandés et les marges de bénéfice,
- les arrangements contraignants pour d'autres compensations,
- les marges des frais de traitement et autres éléments de prix,
- les conditions de paiement et de livraison, et d'autres conditions du marché dans la mesure où elles ont une influence directe ou indirecte sur les prix,
- le paiement d'indemnités ou de compensations pour une non-participation ou une participation limitée au processus concurrentiel, et
- la participation aux bénéfices.

9. SOUS-TRAITEURS

S'il est prévu que des parties des travaux doivent être exécutées par un ou des sous-traitants, le Soumissionnaire doit indiquer la nature et l'importance de ces parties des travaux et donner le nom et l'adresse du ou des sous-traitants envisagés.

L'engagement du sous traitant avec l'attributaire du marché ne devient effectif qu'après accord de la GIZ.

10. JOINT VENTURES

Les offres soumises par des entreprises communes (joint-ventures) ou toutes autres combinaisons d'offres ne seront acceptées que si les informations suivantes sont fournies avec l'Offre :

4

- (a) une liste des membres de la Joint-Venture/combinaison d'offres indiquant le ou les représentants dûment autorisés,
- (b) une déclaration signée par les représentants dûment autorisés de tous les membres, selon laquelle les représentants dûment autorisés doivent représenter les membres spécifiés dans la liste de manière juridiquement contraignante vis-à-vis du Maître de l'ouvrage, et selon laquelle tous les membres sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat devant le Maître de l'ouvrage.

11. SOUMISSION DE L'OFFRE

L'Offre doit être déposée aux adresses suivantes. Soit :

- **À Kinshasa** : Bureau GIZ : N°07, Avenue Comité Urbain, Commune de la Gombe
- **À Bukavu** : Bureau GIZ : n°30, Avenue de la Montagne, Sud Kivu
- **Date et heure de dépôt : le 05/03/2020 à 16 heures, heure locale**

Les offres reçues après l'heure et la date de soumission ne seront pas prises en considération.

12. OUVERTURE DES OFFRES

Cette séance est consacrée à l'ouverture et la lecture des Offres. Jusqu'à cette séance, toutes les Offres reçues doivent être conservées sous clé, dans des enveloppes non ouvertes sur lesquelles ne doit figurer que la date de réception. Pour la séance d'ouverture, la procédure suivante doit être respectée et inscrite dans le procès-verbal de la réunion où seront également indiqués le lieu, la date et l'heure de l'ouverture :

- (a) le président de séance doit s'assurer que les enveloppes n'ont pas été décachetées ;
- (b) les échantillons et motifs présentés avec une Offre doivent être disponibles et dûment identifiés ;
- (c) les Offres doivent être ouvertes les unes après les autres et toutes les parties principales doivent être identifiées. Les noms et les adresses des Soumissionnaires, ainsi que le montant final de leurs offres ou de sections individuelles et d'autres détails concernant les prix sont lus à haute voix. Les propositions de modification et/ou offres supplémentaires éventuelles sont annoncées ainsi que, le cas échéant, leur origine. Les autres détails du contenu ne sont pas révélés ;
- (d) Le procès-verbal de la séance d'ouverture des offres doit être lu à haute voix et comporter une note précisant qu'il a effectivement été lu à haute voix et
- (e) qu'il a été reconnu comme exact. Elle doit également indiquer si des objections ont été faites et, si oui, par qui.
- (f) Le procès-verbal doit être signé par le président de séance.

5

Les offres reçues après l'heure et la date de soumission doivent séparément figurer dans le procès-verbal ou son addendum. L'heure et la date de réception, ainsi que la raison des retards de réception doivent être notées. Les enveloppes et autres moyens de preuve doivent être placés en lieu sûr.

Les Soumissionnaires ainsi que leurs représentants légaux doivent être autorisés à consulter le procès-verbal de la séance d'ouverture et ses addenda (le cas échéant). Le procès-verbal de la séance d'ouverture ne doit pas être publié.

13. ÉVALUATION DES OFFRES

Sont exclues de l'évaluation les Offres suivantes :

- (a) Offres reçues après la date et l'heure d'ouverture ;
- (b) Offres soumises par des Soumissionnaires ayant conclu un accord faussant le jeu de la concurrence.

Dans le processus de sélection des Offres susceptibles de faire l'objet d'un marché, seuls les Soumissionnaires offrant la sécurité nécessaire d'exécution des engagements contractuels seront pris en compte. Cela suppose qu'ils aient l'expertise et l'expérience nécessaires, la capacité d'exécuter les travaux, ainsi que les moyens techniques et financiers nécessaires.

Il ne sera pas tenu compte des Offres dont les prix sont de toute évidence disproportionnés par rapport aux travaux concernés. Seules seront prises en considération les Offres dont on peut attendre une bonne exécution et une bonne couverture de la période de garantie légale en tenant compte de l'aspect rationnel et économique des opérations de construction et de l'efficacité de la gestion. Après analyse de ces Offres, le marché sera attribué à celle qui semble être la plus acceptable quant à ses aspects techniques, fonctionnels, environnementaux et économiques.

Toute erreur arithmétique de la part du Soumissionnaire dans le chiffrage du devis quantitatif, dans les additions ou dans le report des sous-totaux dans le résumé ou dans l'Offre sera corrigée lors de l'évaluation des Offres. Dans ce cas, le montant de l'Offre sera ajusté en conséquence et le Soumissionnaire en sera informé. Il sera considéré comme acquis que les prix unitaires figurant dans le devis quantitatif sont exacts.

Les propositions de modifications et les offres supplémentaires que le Maître de l'ouvrage a acceptées ou demandées pour la procédure d'appel d'offres doivent être évaluées de la même façon que l'offre de base. D'autres propositions de modifications et des offres supplémentaires peuvent être prises en considération.

Le Maître de l'ouvrage n'est pas tenu d'accepter l'Offre la moins disant ou tout autre Offre ; il n'est pas non plus tenu responsable des dépenses ou des pertes susceptibles d'être supportées par un Soumissionnaire pendant la préparation de son Offre ou tenu de les rembourser.

L'évaluation se fait par Acceptation / Rejet

L'évaluation globale se fera suivant les proportions : 50% (offre technique) et 50% (offre financière). Après l'acceptation des offres techniques, seule l'offre financière compte au final.

14. ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES

La procédure d'appel d'offres peut être annulée sans que les soumissionnaires aient droit à des dommages et intérêts.

- (a) lorsqu'aucune Offre correspondant aux conditions de l'appel d'offres n'a été reçue ;
- (b) lorsque la procédure d'appel d'offres a fait l'objet de modifications considérables.
- (c) Lorsque les offres ne correspondent pas aux devis estimatifs ou que le pouvoir adjudicataire pour des raisons propre ne peut pas adjudiquer les marchés dans un raisonnable délai.
- (d) lorsque le pouvoir adjudicataire décide pour des raisons internes de refaire l' appel d'offres.

Les Soumissionnaires doivent être informés sans tarder de l'annulation de la procédure d'appel d'offres par le bureau GIZ, ainsi que des raisons de cette annulation.

PARTIE 2 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES

1. SOUMISSIONNAIRES ADMIS

(Eclaircissement de la clause 1 des « Conditions Générales des Offres »)

Est admise à soumissionner toute entreprise spécialisée ayant son siège à Kinshasa ou ailleurs en RD Congo, disposant d'un bureau opérationnel, des compétences vérifiables en matière de construction et/ou réhabilitation d'ouvrage de type comparable à ceux prévus au présent Dossier d'Appel d'Offres.

Pour éviter tout conflit d'intérêt de la part des personnes responsables de la gestion du Projet ou du contrôle des travaux, les entreprises/PME appartenant aux membres du Bureau du Projet ou qui sont gérées par les membres de famille du Bureau du Projet, ne sont pas autorisées à participer au présent Appel d'offres.

2. VISITE DES LIEUX

(Eclaircissement à la clause 3 des « Conditions Générales des Offres »)

La visite des lieux se fera avec les Soumissionnaires et le représentant de la GIZ :

Date de visite : **le 19/02/2020, 21/02/2020, 25/02/2020 et 27/02/2020**

Numéro de contact : **+243 973401183**

Adresse du site : **Hôpital général de référence d'Uvira**

Le Soumissionnaire visite les sites des chantiers et est réputé pour avoir pris une parfaite connaissance de l'état des lieux et la nature des travaux à réaliser.

A la fin de cette visite, le Soumissionnaire contresignera avec le représentant de la GIZ, le bordereau de visite des lieux (annexe 3).

Tous les frais liés à la visite sur le terrain sont à la charge de chaque Soumissionnaire.

3. CONTENU DES OFFRE

(Eclaircissement à la clause 2 des « Conditions Générales des Offres »)

L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra trois parties distinctes, qui seront dans trois enveloppes distinctes. L'offre sera composée des documents suivants :

I. Partie administrative :

- a. Identification nationale ;
- b. Certificat d'enregistrement au RCCM ;
- c. Certificat d'agrément au Ministère des ITPR, en cours de validité ;
- d. Tableau de synthèse de la preuve de viabilité financière : un chiffre d'affaires annuel minimum de 120.000,00 USD, au cours des 3 dernières années.

- e. Un engagement de l'entreprise de préfinancer les travaux à hauteur de 30% du montant du marché, car, il n'est pas prévu de paiement d'avances.
- f. Liste des 3 références des travaux de même nature, avec coordonnées du bénéficiaire, adresses des ouvrages construits ou réhabilités et budgets respectifs.
- g. Attestation fiscale en cours de validité ou preuves de paiement de 3 derniers mois (décembre 2018, janvier 2019, février 2019) ;
- h. Attestation de régularité de paiement des cotisations à la CNSS ou preuves de paiement de 3 derniers mois (novembre 2019, décembre 2019, janvier 2020) ;
- i. Acceptation du modèle de contrat type GIZ dûment signé par le soumissionnaire (annexe 2),

II. Partie technique

- a. Formulaire de renseignement pour les entrepreneurs (annexe 12)
- b. Note descriptive de la mise en œuvre des travaux ;
- c. Planning d'exécution des travaux
- d. Bordereau de visite des lieux ;

III. Partie financière

- a. Lettre de soumission dûment remplie et signée (annexe 5) ;
- b. Récapitulatif du montant de l'offre dûment rempli et signé (Bordereau quantitatif : devis chiffré) ;

4. PRIX DE L'OFFRE

Le marché couvrira l'ensemble des travaux tels que décrits dans le cahier des clauses techniques, sur la base des bordereaux des devis quantitatifs chiffrés présenté par le Soumissionnaire.

Les prix unitaires et totaux établis en dollars américains sont fermes et non révisables.

Le Soumissionnaire assurera tous les frais afférents à la préparation et à la remise de son offre. La GIZ ne sera en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les payer.

5. EXAMEN DES OFFRES

(Eclaircissement à la clause 13 des « Conditions Générales des Offres »)

Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, la GIZ vérifie que l'Offre est conforme pour l'essentiel aux exigences administratives fixées par :

- les Conditions Générales des offres
- le Cahier des Clauses Administratives Spéciales

L'évaluation se fera par Acceptation / Rejet

Les raisons suivantes peuvent amener au rejet d'une Offre :

- L'offre n'est pas scellée correctement dans la double enveloppe ;
- L'offre financière n'est pas scellée et séparée des autres offres

- L'offre est illisible ou incomplète. Toutefois, la GIZ se réserve le droit de demander un complément d'informations sur les documents manquants ;
- Le Soumissionnaire remet sous le même nom ou des noms différents plusieurs offres ;
- En cas de non-conformité de l'offre aux conditions et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres ;
- Les entreprises dont les contrats ont déjà été résiliés par la GIZ ou par d'autres bailleurs de fonds suite à une mauvaise prestation ou autre motif.

Les offres seront classées par ordre de prix. Le marché sera attribué à l'entreprise qui présentera l'offre la plus avantageuse. L'analyse financière des offres sera réalisée sur la base des critères de sélection suivants, par rapport au devis référence.

- Cohérence entre les prix unitaires et les prix totaux des offres ;
- Cohérence entre les prix unitaires et la qualité des matériaux ;
- Cohérence de l'offre la plus économiquement réaliste. ;

6. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est également responsable pour les opérations qui concernent toutes les dégradations résultant des vols ou intempéries et ce jusqu'à la réception provisoire.

A la fin des travaux, L'Entrepreneur procédera à un repli de chantier en prenant soin d'enlever toutes les taches de peinture ou vernis, tout grava et installation provisoire de toute nature en laissant le lieu et les ouvrages en bon état de propreté à la satisfaction du maître d'ouvrage et du contrôleur.

Tout frais encouru par cette activité devra être à la charge de l'Entrepreneur. Il est donc capital que l'Entrepreneur comptabilise déjà les coûts de nettoyage dans le Devis chiffré et estimatif présenté lors de l'Appel d'Offres.

7. EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit en permanence se trouver sur le chantier pendant l'exécution des travaux lui confiés ou se faire représenter par un Délégué. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'écarter du chantier tout délégué, représentant ou agent de l'entrepreneur jugé indésirable et cela sans avoir donné de justification quelconque. Les opérations doivent être exécutées conformément aux prescriptions des cahiers des charges administratives spéciales, techniques et financières. En cas d'imprévu ou d'une modification éventuelle, l'attributaire du marché informera le Maître d'Ouvrage, et les deux contresigneront un procès-verbal.

8. TRAVAUX ET MATERIAUX

Les matériaux à utiliser sont ceux prévus dans le cahier de charges.

Tous matériaux entrant dans les travaux pourront être examinés par le contrôleur avant la mise en œuvre et refusés si des défauts apparaissent ou s'ils ne correspondent pas aux spécifications des prescriptions techniques.

9. REGISTRE D'ATTACHEMENT

L'entrepreneur doit au quotidien contresigner le journal qui consigne les approvisionnements de matériaux, les métrés et quantités des travaux exécutés, le nombre d'ouvriers occupés avec les jours de travail et toutes les modifications aux plans.

Ce journal doit rester en permanence sur le chantier à la disposition du contrôleur et du maître d'ouvrage.

10. ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DU MARCHE

Une lettre de notification sera adressée aux soumissionnaires dès l'attribution du marché.